

**Décision n° 2022-0400**  
**de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 16 février 2022**  
**autorisant diverses entités à utiliser des fréquences assignées**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

La présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l’État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision de la présidente de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1 et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 de l’Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l’annexe à la présente décision, incluant l’accord de la direction générale de l’aviation civile pour l’utilisation des fréquences concernées ;

**Décide :**

- Article 1.** Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à utiliser les fréquences qui y sont mentionnées, pour l'exploitation de leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.
- Article 2.** La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter de la date de la présente décision jusqu'au 31 décembre 2027.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.
- Article 6.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec son annexe, aux titulaires.

Fait à Paris, le 16 février 2022,

Pour la Présidente et par délégation

Jean-Luc STEVANIN  
Chef de l'unité gestion des fréquences

**Annexe à la décision n° 2022-0400**  
**de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 16 février 2022**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Création

Autorisation jusqu'au 31/12/2027

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
202200226	BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS REGIONS FRANCE	27 VIRONVAY	1 UHF
202200314	DELLE FIL	90 DELLE	1 UHF
202200320	GA ENTREPRISE	31 TOULOUSE	3 UHF
202200323	INORIX	18 SAINT DOULCHARD	2 UHF
202200326	EIFFAGE CONSTRUCTION CENTRE EST	69 LYON 2	1 UHF
202200330	ARIANEGROUP SAS	78 LES MUREAUX	6 UHF
202200333	ENTREPOTS GODFROY	76 GONFREVILLE L'ORCHER	1 UHF
202200337	EIFFAGE CONSTRUCTION HABITAT	92 ASNIERES-SUR-SEINE	2 UHF
202200338	ETS FRANCOIS INDUSTRIE	12 SALLES-LA-SOURCE	2 UHF
202200341	LYNX SECURITE	31 TOULOUSE	2 UHF
202200342	HOMAIR VACANCES	34 VENDRES	1 UHF
202200345	SWIMDOO AMIENS	80 AMIENS	1 UHF
202200346	SNCF RESEAU	95 PERSAN BEAUMONT	1 UHF
202200348	BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS REGIONS FRANCE	31 BALMA	1 VHF
202200352	EIFFAGE CONSTRUCTION RESIDENTIEL	92 ASNIERES-SUR-SEINE	3 UHF
202200354	LEGENDRE ILE DE FRANCE	75 PARIS 18	1 UHF
202200356	2BV PRODUCTION	40 SEIGNOSSE	1 UHF
202200357	DEMATHEU & BARD CONSTRUCTION NORD	93 AUBERVILLIERS	1 UHF
202200358	SOLUMAT	06 NICE	1 UHF
202200359	GROUPE SGP	57 METZ	1 UHF*
202200366	LEGENDRE ILE DE FRANCE	95 ARGENTEUIL	1 UHF
202200370	COREDIF	93 NOISY LE SEC	2 UHF